

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE

54 avenue de Montpellier
34725 Saint-André-De-Sangonis

Références : -
Code AIOT : 0006600803

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2025 dans l'établissement UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE implanté 431 RUE PHILIPPE LAMOUR ZONE INDUSTRIELLE 30600 Vauvert. L'inspection a été annoncée le 08/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION DISTILLERIES MEDITERRANEE
- 431 RUE PHILIPPE LAMOUR ZONE INDUSTRIELLE 30600 Vauvert
- Code AIOT : 0006600803
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) est spécialisée dans le traitement par distillation des produits et des sous-produits de la viticulture, notamment le vin, les marcs de raisin et les lies de vin afin de produire environ 60 000 hl/an d'alcool de bouche alimentaire et 40 000 hl/an d'alcool industriel. L'activité de fabrication d'engrais et de composts est également exercée sur le site. Les installations sont régulièrement exploitées par l'arrêté préfectoral n°14-003N du 17 janvier 2014 autorisant UDM à exploiter des installations de distillation, de stockage de produits distillés, de production de compost, d'engrais et de colorants sur la commune de Vauvert.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet
5	Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portait sur le contrôle des dispositions en vigueur depuis 2021 suite à l'accident de Normandie survenu en 2019, visant à améliorer la connaissance et la diffusion des états des stocks en cas d'accident sur les sites à autorisation.

Les contrôles réalisés ont montré que les dispositions, en vigueur depuis 2021, n'étaient pas respectées sur le site : pas d'état des stocks exhaustif, pas de découpage possible par zone d'activité ou de stockage, pas de regroupement selon les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets si elles conduisent à une rubrique 4XXX, plan du site pas à jour, pas d'état des stocks synthétique pour le grand public.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé pour remédier à ses manquements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Le site Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) est soumis à autorisation. Il dispose notamment d'autorisation pour plusieurs rubriques 4XXX : la rubrique 4130 pour le stockage d'acide nitrique, la rubrique 4331 pour le stockage de liquides inflammables et la rubrique 4755 pour le stockage d'alcools de bouche. Il dispose également d'un stockage de dioxyde soufre soumis à déclaration sous la rubrique 4130 (gaz toxique).

L'exploitant a présenté l'organisation actuelle des états des stocks :

- stockages de liquides inflammables et alcools (vrac) : relevés manuels des niveaux des cuves tous les lundis matin ainsi qu'un suivi journalier des entrées / sorties dans ces cuves (transfert matière)
- pour les autres substances classées sous les rubriques 4XXX : pas de suivi journalier formalisé
- pour les autres matières stockées sur site et combustibles (type emballages) : pas de suivi formalisé des volumes
- un prestataire externe est également sur site pour exercer une activité annexe : les volumes de matières combustibles stockées (notamment palettes de bois) ne sont connus

L'exploitant a présenté les plans disponibles à ce jour sur le site :

- les plans ETARE réalisés avec les services de secours et datés de juin 2014 : une mise à jour de ces plans est nécessaire (modifications récentes du site non prises en compte)
- des plans de certains bâtiments (notamment le magasin alcools) qui ne sont pas à jour

L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne conformément aux exigences portées à l'article 7.9.9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2014. L'état des stocks n'est pas mentionné dans le POI.

A l'issue des contrôles réalisés, l'inspection des installations classées constate que les dispositions de cet article ne sont pas respectées sur le site notamment :

- état des stocks journalier des substances classées sous les rubriques 4XXX non disponible
- dans les tableaux de suivi présentés, pas de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées
- plan général du site pas à jour
- aucune correspondance entre le plan du site et les cuves / zones de stockage pour repérer et sectoriser l'état des stocks par zone
- pas d'organisation robuste pour permettre une disponibilité de cet état des stocks en toute circonstance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral de mise en demeure pour une mise en conformité du site sous 3 mois sur les points suivants : état des stocks conforme aux exigences de cet article, plan du site conforme aux exigences de cet article et état des stocks accessible à tout moment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées – format synthétique
Prescription contrôlée : <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
Constats : <p>L'exploitant ne dispose pas d'état des stocks synthétique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : État des matières stockées – Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées – réservoirs
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
Constats :

Le site Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) est soumis à autorisation notamment pour la rubrique 4331 (stockage de liquides inflammables) et est donc soumis à l'arrêté ministériel du 03/10/2010.

Comme indiqué dans la fiche de constat n°1, l'exploitant a présenté un fichier de suivi des cuves de stockage des liquides inflammables (rubrique 4331) et des alcools (rubrique 4755).

A l'examen de ce fichier de suivi, il apparaît que :

- le niveau est relevé hebdomadairement
- le transfert matière est suivi au quotidien et permettrait (test en séance, la manipulation à réaliser actuellement est fastidieuse) si besoin de connaître le volume d'une cuve en temps réel
- numérotation des cuves et référencement sur un plan à faire
- travail tout particulier à mener pour les cuves situées dans le magasin d'alcools (plans présentés en séance pas à jour). Il a notamment été difficile de faire correspondre parfaitement les tonnages / volumes autorisés sous la rubrique 4331 et les cuves existantes de cet atelier.

L'accessibilité de ces documents n'est pas assurée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose un arrêté préfectoral de mise en demeure pour une mise en conformité du site sous 3 mois sur cet article.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9

Thème(s) : Risques accidentels, Régime administratif – conformité rubrique 4331

Prescription contrôlée :

Rubrique 4331 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :

1. Supérieure ou égale à 1000 t - A
 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1000 t - E
 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t - DC
- Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50000 t.
Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50000 t.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est autorisé à stocker 1330 tonnes de liquides inflammables sous la rubrique 4331. L'état des stocks présenté par l'exploitant le jour de l'inspection montrait un tonnage présent inférieur à ce maximum autorisé.</p> <p>Comme indiqué dans la fiche de constat précédente, il n'a pas été possible d'associer les tonnages / volumes autorisés dans l'arrêté préfectoral avec les cuves de stockage présentes sur le site.</p> <p>Il a également été vu lors de l'inspection une cuve en très mauvais état dans le magasin alcools. Cette cuve n'est plus utilisée d'après l'exploitant. Cette cuve doit être dégazée et déconnectée des installations si cela n'est pas encore fait. Elle doit être supprimée des plans et des tableaux de suivi si cela n'est pas encore fait.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 5 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-III
Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application de l'AM 24/09/20
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiés combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il n'a pas été vu de stockage de liquides inflammables en récipients mobiles. Même si le suivi de l'état des stocks (cf. les fiches de constat n°1 à 3) est lacunaire, il est improbable que l'exploitant soit soumis à cet arrêté ministériel.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>